



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
13 février 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES CATASTROPHES SANITAIRE ET SOCIALES !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid, Macron s'est réuni avec les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses... en échange du versement de 300 millions d'euros de plus aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros... et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

Pénuries, pénuries...

Alors qu'il y aurait enfin un moyen pour combattre l'épidémie, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests.

Pendant ce temps, les hôpitaux déprogramment des soins et programment... la suppression de 300 lits au nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

La faute à qui ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus. À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Mais surtout pas les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, etc.

Dans la santé ou l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire.

Une politique taillée comme un costard de patron

Pour ce qui est de nous surveiller, en revanche, Darmanin et ses flics s'agitent sur ceux qui n'ont pas pu rentrer chez eux cinq minutes après 18 heures. La préfecture de police de Paris se félicitait d'avoir contrôlé 3 500 personnes vendredi dernier ! Métro, boulot, dodo, et surtout boulot ! Sinon une prune...

Les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restric-

tions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras. Les intérêts des exploiters et des licenciés, voilà la boussole sanitaire et économique du gouvernement.

En avant pour nos intérêts de travailleurs

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel tombera, elle, de 84 % du salaire net à 72 % au 1er mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise.

Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie.

Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. **Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte du salaire pour en finir avec le chômage ! Et embauche en fixe de tous les précaires.**

Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels. Ceux qui luttent contre les licenciements à TUI, Total Grandpuits et Sanofi montrent la voie.

Toujours puce ?...

Une pénurie de puces électroniques à l'échelle mondiale touche tous les constructeurs automobiles. Une des raisons est qu'à force de pression sur les fournisseurs pour faire baisser les prix, ceux-ci ont décidé de les servir après les boîtes d'électronique.

En internationalisant la production, les capitalistes mettent le bazar... à l'échelle de la planète.

... Sans nous !

La pénurie de puces électronique se répercute. Chez PSA, l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne est à l'arrêt. Celle de Saragosse en Espagne a fermé une ligne en fin de semaine. Celles de Rennes et Sochaux ont annulé les deux derniers samedis tandis que Mulhouse se prépare à une semaine de fermeture entre février et mars. Chez nous aussi, il n'est pas impossible que tous ces arrêts d'usines de montage provoquent du chômage.

Nous ne sommes pour rien dans les problèmes d'approvisionnement de PSA. C'est à la direction et aux actionnaires d'assumer les conséquences de leur gestion, pas nos salaires !

Reconfinera, reconfinera pas...

Et comme si cette histoire de puces ne suffisait pas, certains secteurs de l'usine ont déjà pas mal de stocks d'avance. La direction aurait voulu anticiper un reconfinement total qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

Dans le prochain protocole sanitaire, il faudra prévoir des mesures de distanciation sociale... avec les stocks de pièce.

Il gèle ? Oui, mais hydroalcoolique

La vague de froid, c'est comme le nuage de Tchernobyl, elle ne s'arrête pas à la frontière de l'usine. Elle aurait même tendance à bien rentrer dedans.

Si l'air ambiant avait un front, il faudrait lui prendre la température au pistolet tous les jours à l'embauche. Pas pour le renvoyer s'il fait plus de 37°C. Mais pour aller en pause s'il fait moins de 13°C.

Chômage sauce Poissy : double arnaque

Au montage de PSA Poissy, la direction prévoit un chômage de 30 minutes tous les jours pendant trois semaines, payé par l'État, donc par nos impôts, mais maintient la séance supplémentaire du samedi 27 février. Mais en plus, elle positionne ce chômage avant la deuxième pause : de manière à pouvoir l'annuler jusqu'à 1h30 avant si ça lui chante.

Chômer à l'usine ? Il y a des grèves avec occupation qui se perde...

Kenitravail et tais-toi ? Ça ne tient plus...

Fin janvier les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc ont massivement fait grève pour dénoncer leurs salaires gelés à 220 € par mois, les heures non payées, les primes non perçues et les conditions de travail désastreuses. PSA croyait pouvoir compter sur une main d'œuvre docile et muselée par un régime autoritaire : c'est raté !

«Et dans le pire des cas, si je ne travaille pas, faudra que je reprenne la boîte de papa»

Qui retrouve-t-on à la tête de Stellantis à côté de Carlos Tavares ? Robert Peugeot, 32^{ème} fortune française (3,2 milliards d'euros) et héritier de la dynastie actionnaire principale de PSA, et deux cousins Agnelli, la lignée des propriétaires historiques de Fiat.

L'actionnariat de Stellantis a beau être réparti entre des dizaines de milliers de capitalistes dans le monde, les barons européens de l'exploitation des ouvriers sont toujours aux commandes...

Dix ans, l'âge de raison ?

Il y a un peu plus de dix ans, le 17 décembre 2010,

Mohammed Bouazizi déclenchait en s'immolant par le feu la vague de contestations des printemps arabes.

Il y a dix ans et deux jours, à la suite du dictateur tunisien déchu Ben Ali, c'était au tour du dictateur égyptien Moubarak d'être chassé du pouvoir.

Depuis, certes, les islamistes, l'armée et les politiciens «démocrates» ont manœuvré pour étouffer les revendications sociales. Et les libertés sont à nouveau réduites à bien peu de choses – 64 000 prisonniers politiques croupissent dans les sinistres prisons du maréchal égyptien Sissi, «dictateur favori» de Trump, et grand ami de Macron.

Mais les récentes manifestations en Tunisie, comme le hirak algérien ou la révolte libanaise montrent que les travailleurs et les pauvres des pays arabes ont gardé intacte leur capacité de mobilisation. Et ces dix dernières années ont démasqué nombre de leurs faux amis. Alors, la prochaine, c'est la bonne ?

En Russie aussi...

Face à la contestation anti-Poutine, la police russe arrête 5 000 manifestants et la justice entaile à la chaîne – 25 jours de prison pour un tweet...

La peur changerait-elle de camp ?

